

Les zones rurales du sud en 2016 : un scénario de développement plausible

Les zones rurales du sud ont connu des mutations socioéconomiques et technologiques salutaires, marquées par la mondialisation, la libéralisation de l'économie et la décentralisation politique et par le développement du secteur de l'information et de la communication. Ces mutations seront-elles suffisantes pour améliorer le niveau de vie des populations rurales et réduire le fossé entre le monde rural et le monde urbain ou bien le secteur rural va-t-il rester dans son isolement et, dans dix ans, continuer d'être un lieu de pauvreté ?

Estifanos Zerai
Asmara, Eritrea
stiffzerai@yahoo.com

L'auteur est un consultant international travaillant pour différentes organisations internationales.

Au cours des vingt dernières années, les politiques des pays du sud ont connu des mutations de grande envergure qui ont eu un impact considérable sur l'amélioration du niveau de vie des populations rurales. Parmi ces mutations, on relève :

- la mondialisation de l'économie qui modifie les relations entre les sphères internationale, nationale et locale, tout en constituant un défi en matière de production, de commercialisation et d'accès aux marchés, aux capitaux et à l'information ;
- des programmes d'ajustement structurel ayant un impact mitigé sur le développement rural ;
- le développement des nouvelles technologies, notamment dans le secteur de l'information et de la communication ;
- la libéralisation économique qui s'est traduite par une atténuation marquée de l'emprise de l'État sur le développement rural ;
- la démocratisation politique, l'autonomisation des femmes et l'émergence de différents mouvements de la société civile qui ont largement contribué au débat sur le développement rural et à son orientation (CTA, *Information and Agricultural & Rural Development*, Paris 2000).

Ces mutations et ces approches stratégiques sont toujours en place et continuent de contribuer dans une certaine mesure à l'amélioration de la vie des populations rurales. C'est donc dans ce cadre qu'il nous faut examiner les zones rurales du sud d'ici une décennie, c'est-à-dire en 2016. Cependant, le sud est une région très diverse du point de vue de la géographie, de la dynamique démographique, de la structure économique et du développement technologique. Il nous faut garder présent à l'esprit le fait que les niveaux de développement rural seront très différents d'un pays à l'autre. Avec

ceci à l'esprit, nous allons tenter de brosser un tableau plausible ou une tendance des zones rurales telles qu'elles seront d'ici dix ans.

L'agriculture et le commerce dans dix ans

Dès lors que l'agriculture constitue l'activité de base de la plupart des populations rurales ainsi que le principal moteur de l'économie, il serait de prime abord approprié d'examiner l'évolution de ce secteur. D'une manière générale, on prévoit une nette amélioration des rendements agricoles grâce à l'amélioration de la technologie, des semences, des engrais, des activités de vulgarisation, de l'information et de l'accès aux marchés. Toutefois, à cause de la mauvaise gestion des ressources

Du fait que, dans leur grande majorité, les paysans connaissent peu les facteurs complexes qui régissent les marchés aussi bien intérieurs qu'internationaux, ils seront contraints d'y participer de manière inéquitable.

naturelles (diminution et dégradation), on enregistrera une détérioration de la qualité des sols, ce qui aura pour effet de rendre la terre moins productive. La production agricole par tête d'habitant connaîtra soit une petite augmentation soit une stagnation, notamment en Afrique. D'après une étude réalisée par le Fonds international de développement agricole (FIDA), les petits exploitants agricoles du sud atteignent des niveaux de productivité qui représentent à peine le tiers de ce qu'ils pourraient produire dans des conditions optimales (FIDA 2003). La libéralisation des échanges internationaux touchera différemment un pays donné dans une région donnée et aussi les différentes communautés rurales qui y vivent. Néanmoins, ce sont les zones

rurales dotées de technologies de production agricoles développées et d'une industrie agro-alimentaire qui profiteront le plus. D'un autre côté, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), dont les économies dépendent dans une très large mesure de l'agriculture, mais qui ne sont pas encore développés, continueront d'éprouver des difficultés, du fait que, dans leur grande majorité, les paysans connaissent peu les facteurs interdépendants et complexes qui régissent les marchés aussi bien intérieurs qu'internationaux.

C'est ainsi qu'au cours des dix prochaines années, les paysans de ces régions seront contraints de participer à ces marchés de manière inéquitable. Un grand nombre d'entre eux sont actuellement des participants passifs et continueront de l'être, souvent contraints de vendre à bas prix (immédiatement après la récolte) et d'acheter au prix fort, n'ayant guère le choix du lieu où ils font leurs transactions. Ils seront confrontés au risque de la marginalisation, laquelle provoquera une baisse du revenu agricole, une augmentation de la pauvreté rurale et un exode vers les agglomérations urbaines.

Accès aux services sociaux de base

Les principaux services sociaux de base associés à l'amélioration de la productivité et du niveau de vie des populations rurales sont la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, l'électricité et le transport. Étant donné que chaque région a ses propres spécificités sociales et économiques, l'accès à ces services de base dans les zones rurales doit nécessairement varier d'une région à l'autre. Compte tenu de la finalité des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de la tendance actuelle à améliorer l'accès aux services de base dans les zones rurales, il est prévu qu'au cours des dix années à venir, l'accès général connaîtra une amélioration modeste, compte non tenu de la qualité du service. Bien qu'il soit difficile de parler en termes quantitatifs, il est prévu une amélioration modeste de l'infrastructure physique, c'est-à-dire le nombre de services de santé (hôpitaux, centres de soins, pharmacies), les écoles primaires et secondaires, les réseaux de fourniture d'eau, d'assainissement et d'électricité, comme le montre ce survol des différents secteurs :

L'approvisionnement en eau et l'assainissement figurent parmi les services sociaux de base les plus importants. À l'heure actuelle, 69 pour cent de la population rurale d'Amérique latine et des Caraïbes

(ALC) et 80 pour cent de la région du sud asiatique (RSA) ont accès à une eau potable plus saine. En Afrique subsaharienne, l'approvisionnement des zones rurales en eau ne concerne que 40 pour cent de la population ; le taux d'assainissement qui est encore plus faible s'établit à seulement 24 pour cent (AIE 2003/UNICEF/OMS). Compte tenu du rendement du secteur dans le passé, on peut prévoir une légère augmentation, ce qui signifie que moins d'enfants mourront de maladies hydriques et plus de femmes auront du temps pour des activités productives. Cependant, vu la croissance démographique actuelle et les faibles budgets alloués au secteur dans le passé, il est peu probable que celui-ci connaisse des changements considérables.

De gros efforts seront également déployés pour améliorer et multiplier les **opportunités éducatives** dans les zones rurales. À cet égard, l'accent sera mis sur la réduction de l'illettrisme dont le niveau est relativement élevé en Afrique et en Asie du sud, notamment chez la femme rurale, mais qui est moins fréquent en Amérique latine et dans les Caraïbes. Compte tenu de l'effort concerté des gouvernements et compte tenu des OMD, il est prévu que les taux d'alphabétisation dans le monde rural enregistrent une amélioration nette et encourageante au cours de la décennie à venir. Une amélioration raisonnable est également prévue au niveau des taux de scolarisation aussi bien primaire que secondaire. Cependant, on continuera d'observer des déséquilibres fondamentaux entre les taux de scolarisation et le niveau de financement, des classes surchargées, des établissements éducatifs mal équipés et des ratios élèves par enseignant déséquilibrés. Pour conclure, grossièrement, on peut dire que la tendance passée va plus ou moins se confirmer : c'est-à-dire qu'un enfant sur cinq âgés de 6 à 11 ans ne sera pas scolarisé, que près de 50 pour cent des filles ne pourront pas avoir d'éducation primaire. Dans les zones rurales d'Asie du sud et d'Afrique subsaharienne, moins de trois enfants

Dans les zones rurales de l'Inde, peu de filles vont à l'école primaire ; elles sont encore moins à fréquenter les écoles secondaires.

sur cinq atteindront le cinquième niveau (CM2).

Les **services de santé** constituent, eux aussi, un problème majeur, non seulement en milieu rural. Les principaux problèmes de santé sont les maladies contagieuses et celles liées à la mortalité infanto-juvénile, à la mortalité maternelle et, bien sûr, au VIH/Sida. Même si l'infrastructure sanitaire est susceptible de connaître une légère amélioration, on ne s'attend pas à une amélioration de l'accès en raison des budgets limités, des carences extrêmes en personnel de santé et des mauvaises installations sanitaires. Globalement, les problèmes de santé les plus urgents en milieu rural continueront d'être liés au nombre alarmant de décès, notamment de femmes âgées de 15 à 30 ans ; le taux actuellement élevé de la mortalité infanto-juvénile ne va guère s'améliorer. De plus, une part importante de la population rurale continuera de souffrir de malnutrition.

Le VIH/Sida : la menace la plus sérieuse pour l'Afrique

Le VIH/Sida a déjà atteint les quatre coins du sud, touchant les parents, les enfants, les personnes âgées et les jeunes. Les données suivantes donnent une idée de la gravité et de l'ampleur du problème.

- Alors que seuls 10 pour cent de la population mondiale vivent en Afrique subsaharienne, la région abrite plus de 60 pour cent de la population touchée par le VIH/Sida qui est de 25,8 millions. En 2005, on estimait à 3,2 millions le nombre des personnes qui, dans la région, ont été nouvellement infectées, alors que 2,4 millions d'adultes et d'enfants sont décédés.

Photo: Wilke



- En 2005, quelque 8,3 millions de personnes vivaient avec le VIH en Asie, y compris 1,1 million de personnes qui ont été nouvellement infectées. Le Sida a tué 520 000 personnes en 2005.
- Le nombre de personnes qui vivent avec le VIH/Sida en Amérique Latine a atteint quelque 1,8 million de personnes. En 2005, près de 66 000 personnes sont mortes du Sida et 200 000 ont été nouvellement infectées. La pandémie du Sida a tué quelque 24 000 personnes dans les Caraïbes en 2005, ce qui en fait la première cause de décès parmi les adultes âgés de 15 à 44 ans. Au total, 300 000 personnes vivent aujourd'hui avec le VIH/Sida dans la région (ONUSIDA : *Rapport régional & Statistiques 2005*).

Les données ci-dessus montrent clairement qu'au cours de la décennie à venir, le Sida continuera d'être la maladie la plus menaçante et un problème pour le développement ayant de lourdes répercussions sur le bien-être humain, les progrès socioéconomiques, la productivité et la cohésion sociale. Ce sera un problème de santé particulièrement grave en Afrique subsaharienne. D'après le rapport de l'ONUSIDA, le taux d'infection doit baisser au cours de la prochaine décennie, mais le nombre total de personnes vivant avec le VIH/Sida pourrait continuer d'augmenter, notamment dans les zones rurales (*Taux d'infection par le VIH, Rapport de l'ONUSIDA, novembre 2005*).

Les personnes susceptibles d'être infectées sont celles âgées de 15 à 30 ans. L'est asiatique et le Pacifique ont actuellement un nombre relativement peu élevé de personnes infectées par le VIH, mais l'ONUSIDA prévoit que d'ici l'année 2010 seulement, il y aura près de 11 millions de nouveaux cas dont 50 pour cent dans les zones rurales de la région (Banque mondiale: *East Asia and the Pacific – Fact Sheet, juillet 2005*).

Pour résumer : en raison de l'absence d'une sensibilisation, du niveau élevé de la pauvreté et d'un accès très limité aux traitements antirétroviraux, on prévoit un accroissement de la vulnérabilité et des risques que courent les populations rurales.

Infrastructure et tendances démographiques

L'électricité est l'une des infrastructures essentielles qui auront le plus d'impact sur la réduction de la pauvreté en milieu rural. Au cours de la prochaine décennie, on prévoit un accroissement rapide du taux d'électrification, notamment dans les zones rurales d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et, dans

une certaine mesure, en Asie. D'après une étude réalisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en 2030, l'électrification de ces régions pourra atteindre jusqu'à 100 pour cent, alors que plus de la moitié de l'Afrique subsaharienne, soit quelque 680 millions de personnes, continueront de vivre sans électricité. Près de 80 pour cent de l'Afrique rurale continueront d'utiliser du bois de feu pour faire la cuisine et pour s'éclairer, non seulement au cours des dix prochaines années, mais aussi à plus long terme. Cela provoquera des dégradations supplémentaires à l'environnement, mettant en péril le secteur agricole qui est le principal moyen d'existence de la population rurale (Yinka Adeyein, *Commission économique pour l'Afrique. Addis-Abeba, 2005*).

Le transport rural est une autre condition préalable à l'amélioration des moyens d'existence des populations rurales. Au cours des dix années à venir, on estime que le transport rural motorisé va s'améliorer considérablement grâce à l'aménagement de nouvelles routes rurales et à l'entretien des routes existantes. Il est prévu que cette amélioration permettra, à son tour, d'élever le niveau de vie des populations rurales dès lors qu'un système de transport efficace permettra de réduire le coût des transactions commerciales, d'intégrer les marchés régionaux, de stimuler des gains d'efficacité, de créer de nouveaux emplois, d'encourager les exportations de produits locaux et de faciliter l'accès aux services sociaux.

Plusieurs **tendances démographiques** sont susceptibles de nuire au développement général des zones rurales du sud. D'après le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), la population mondiale atteindrait 7,9 milliards en 2025 et 9,1 milliards en 2050 (Rapport 2005 de l'UNFPA). La totalité de l'augmentation ou presque est en train de se faire dans les pays en développement. Pour les zones rurales, cela se traduit par plus de bouches à nourrir et plus de personnes à desservir. Ainsi, la croissance démographique va être une variable cruciale dans l'équation de la sécurité alimentaire des zones rurales. De même, on prévoit un accroissement rapide de l'exode rural, stimulé par le désir de trouver des revenus plus élevés, ce qui aura pour effet de laisser dans les zones rurales des groupes de population dépendants (personnes âgées, enfants, femmes).

Gestion des ressources naturelles. En raison de la pression démographique constante sur la terre et le peu de connaissances que la population a de ces ressources, il n'est guère possible de s'at-

tendre à une amélioration de leur gestion. En fait, compte tenu de la tendance actuelle, nous serons amenés à observer une détérioration accrue des ressources naturelles, par exemple une forte dégradation des sols, des déboisements dus aux coupes de bois de feu, des pertes de ressources agro-forestières et une protection moindre de la vie sauvage.

Information et communication. L'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans la vie de tous les jours prend rapidement de l'ampleur dans la quasi totalité des pays ; aujourd'hui, elle est perçue partout dans le monde comme une nécessité, mais aussi comme opportunité. Des améliorations considérables en matière d'information et de communication sont prévues pour les dix années à venir. De très grandes quantités d'informations seront mises à la disposition des populations rurales sur des sujets comme le prix des denrées et des intrants sur les marchés, les techniques de production, les technologies de stockage et de traitement des denrées alimentaires, etc. La vitesse de circulation de l'information connaîtra une accélération considérable. Les réseaux de télécommunications continueront de se développer, notamment avec l'ouverture de services et de boutiques téléphoniques privés (téléphones fixes et mobiles). On prévoit également une croissance raisonnable de la communication à travers Internet.

Conclusion

Malgré les efforts nombreux et persévérants déployés au cours des deux à trois dernières décennies, le niveau de vie des populations rurales ne s'est pas amélioré et on ne prévoit pas d'amélioration au cours des dix prochaines années. Selon un scénario plausible, le fossé qui sépare les zones rurales des zones urbaines va encore se creuser. L'essentiel des populations les plus pauvres continueront de vivre dans des zones rurales. La vie des populations rurales sera essentiellement marquée par l'isolement, l'exclusion et l'accès erratique même aux opportunités économiques et aux services sociaux de base. La production agricole par tête d'habitant va soit diminuer, soit rester constante. Le VIH/Sida va continuer d'être une menace majeure pour la santé. Bref, les progrès technologiques qui ont permis la création de nombreuses opportunités économiques nouvelles et la réduction de la pauvreté dans de nombreux endroits du globe n'auront guère d'impact significatif sur les populations rurales du sud, du moins pas au cours des dix prochaines années.